

# Quand une phrase déplace les lignes : diplomatie sémantique et cohésion du Golfe face au dossier yéménite

**Résumé introductif :** Une déclaration publique de l’émir du Koweït, prononcée lors du sommet CCG–États-Unis en mai 2025, a brièvement modifié l’équilibre verbal du discours diplomatique régional. Ce texte en analyse les mécanismes — hésitations, héritages, rectifications — pour mieux comprendre comment, dans certaines géopolitiques, le langage devient champ de pouvoir autant que miroir d’intention.

**Par Qais Aljoan**

*Essayiste et consultant indépendant, Qais Aljoan partage sa vie entre le Koweït et l’Espagne. Il explore les liens entre langage, pouvoir et symbolique politique dans le monde arabe.*

## I. Une phrase, une onde maîtrisée

Le 14 mai 2025, lors du sommet conjoint entre le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et les États-Unis à Riyad, l’émir du Koweït, Sheikh Mishal Al-Ahmad Al-Sabah, prononce une phrase qui suscite une attention discrète mais significative :

« Nous saluons l’accord de cessez-le-feu entre les États-Unis et les autorités compétentes de la République du Yémen ».

Dans le contexte hypercodé de la diplomatie du Golfe, cette formulation a provoqué des interrogations : le Koweït aurait-il involontairement reconnu une forme de légitimité aux autorités de fait — les Houthis — qui défie le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale ?

Dans la même session, l’émir procède lui-même à une rectification verbale explicite, précisant que l’accord concernait « l’autorité illégitime » au Yémen. L’épisode semble ainsi clos. Mais en surface seulement.

## II. Formulation spontanée, héritage ou signal réfléchi ?

Cette déclaration soulève plusieurs lectures possibles. Trois hypothèses peuvent être avancées, sans qu’elles s’excluent mutuellement :

1. **Une formulation spontanée**, issue d’une expression non alignée avec les terminologies diplomatiques récentes.

2. **Une continuité rédactionnelle**, certains rédacteurs étant peut-être restés fidèles au style de l'école Sabah Al-Ahmad, où la neutralité linguistique était considérée comme un instrument de pondération.
3. **Un signal diplomatique discret**, visant à reconnaître l'efficacité de la médiation omanaise sans compromettre l'unité de position avec Riyad.

Aucune de ces lectures n'est anodine. Elles éclairent les tensions entre héritage, adaptation et stratégie dans l'évolution du discours diplomatique koweïtien.

### III. L'école Sabah : entre tradition raffinée et inadéquation nouvelle

Sous l'émir Sabah Al-Ahmad, le Koweït s'était imposé comme un médiateur privilégié, au langage mesuré, souple, souvent allusif — visant à éviter la confrontation, maintenir les canaux ouverts, et préserver une ambiguïté diplomatique fonctionnelle.

Mais dans l'environnement polarisé qui suit les bouleversements de 2015 au Yémen et dans la région, ce langage peut prêter à confusion. Le lexique de la neutralité devient illisible dès lors qu'il ne permet plus de distinguer clairement les positions légitimes des positions de fait.

Si l'on admet que la phrase a été rédigée dans cette tradition, l'épisode ne révèle pas une faute, mais un **décalage temporel** entre l'héritage scriptural et les exigences actuelles de clarté géopolitique.

Ce genre d'écart n'est pas propre au Koweït. On le retrouve aussi dans d'autres sphères diplomatiques : certaines formulations européennes vis-à-vis des entités séparatistes en Ukraine ou au Caucase ont véhiculé des ambiguïtés similaires, révélant la difficulté de réactualiser les cadres discursifs face à des conflits évolutifs.

### IV. Maîtrise saoudienne, recentrage koweïtien

L'Arabie saoudite, pilier régional de la coalition au Yémen, a opté pour un silence maîtrisé face à la déclaration. Ce silence n'est pas un vide : il peut être lu comme une forme d'approbation discrète du correctif apporté, ou comme la volonté de préserver la cohésion du CCG par le non-commentaire.

Côté koweïtien, aucune mesure visible n'a été prise. Mais selon certains observateurs, un **resserrement discret des protocoles discursifs** est envisageable. Il s'agirait d'un réalignement, non d'une sanction : une réaffirmation de la ligne, sans rupture ni désaveu.

### V. Le langage comme champ de pouvoir

Ce qui pourrait sembler une maladresse passagère révèle une constante essentielle dans la diplomatie du Golfe : **le langage n'est pas seulement médium, il est matrice du pouvoir.**

Corriger une expression ne revient pas simplement à réparer une inexactitude. C'est réinscrire une position dans une architecture symbolique collective. C'est refermer une brèche narrative, restaurer l'ordre sémantique.

Et dans cette région où l'oralité officielle vaut autant que le traité, **le mot rectifié devient acte diplomatique.**

Là où d'aucuns verraient un impair, d'autres reconnaissent une sagesse : celle de la rectification rapide, sans escalade, sans humiliation, dans une logique de continuité.

*Ce texte ne vise ni à accuser ni à glorifier. Il cherche à comprendre comment une phrase – dans un moment précis – peut condenser l'héritage, la transition, et l'adaptation d'un langage d'État. Et rappeler que, dans certaines géopolitiques, ce que l'on corrige vaut autant que ce que l'on dit.*